

# Les FDF, plus subtils que leur caricature

Ce dimanche, Olivier Maingain remet son mandat en jeu, après vingt ans de présidence. L'occasion de revenir sur un parti qui peine à se défaire de son image communautaire.

BENOÎT MATHIEU

FDF. Ce sigle, en Belgique, tout le monde connaît. Ou du moins situe. Il faut dire que cela aide: le président, Olivier Maingain, est en place depuis 1995. Éloquent, le verbe haut et clair, parfois mordant voire assassin. «*Une personnalité qui sait taper du poing sur la table tout en restant dans le registre de l'acceptable*, situe Nicolas Baygert, professeur de communication politique à l'Ihecs. *Comme dirait Cocteau, il sait jusqu'où aller trop loin.*» Défenseur de la cause francophone pour les uns, pyromane communautaire pour les autres. À l'origine de crises d'urticaire fulgurantes dans le Nord du pays, en tout cas. Voilà.

Mais encore? FDF, Front démocratique des francophones ou Fédéralistes démocrates francophones? Le parti a lâché la première appellation pour la seconde début 2010, puis a claqué la porte du MR fin 2011. Evident? Pas tant que ça. Le «sous-titre» qui accompagne le nom du site lorsque vous tapez «FDF» dans Google semble s'être arrêté en 2009, puisqu'il a tout faux sur les deux tableaux. Quoi qu'il en soit, ce dimanche, le parti amarante se choisit un nouveau chef (lire l'interview des trois candidats dans «L'Echo» de vendredi). L'occasion de faire le point sur cette formation, qui ne correspond pas forcément à l'image que l'on s'en fait.

## 1. Les FDF en chiffres

Il y a les mauvaises langues. «*Le nombre de membres FDF, c'est le secret d'État le mieux gardé*, ironise cet observateur. *Certaines personnes comptabilisées se sont déjà plaintes, démentant être membres.*» Pas de ça, balaie Christophe Verbist, directeur du centre d'études Jacques Georgin. «*Nous comptons 5.800 membres en ordre de cotisation.*» Vingt-cinq personnes travaillent pour le parti basé à Saint-Gilles. Au total, une centaine de mandataires, dont quinze députés.

Côté financement public, les FDF ont perçu 570.000 euros en 2013. Et se battent avec les libéraux pour récupérer ce qu'ils considèrent comme leur dû, à savoir une partie de la dotation que le MR a continué

à percevoir «grâce» au FDF, et ce après leur divorce. En 2014, le MR a été condamné à rembourser quelque 670.000 euros à son ancien allié, mais a interjeté appel.

## 2. Comment fonctionne le parti?

En fait, les FDF ne se contentent pas d'une «simple» élection présidentielle, ce week-end. Car il s'agit d'un quintuple scrutin: un président, certes, mais aussi un secrétaire général et trois présidents régionaux (Bruxelles, Wallonie et périphérie).

Et qui décide quoi, dans la boutique amarante? Cela dépend qui vous écoutez. Les statuts ont été revus, partageant le processus décisionnel entre le bureau, l'intergroupe parlementaire, le conseil général ou encore le congrès, réunissant tous les membres. Les décisions fondamentales sont aux mains du conseil général; c'est l'instance qui a validé le divorce avec le MR.

Pour ceux qui ne portent pas Olivier Maingain dans leur cœur, la situation est plus simple: en bon despote, c'est lui qui décide tout. Bien sûr, des critiques plus nuancées existent. «*Quand il s'agit des grandes orientations du parti, les impulsions viennent de la présidence, glisse Christophe Magdalijs, lui-même candidat. Elles sont validées via un vote démocratique, mais le risque est que le conseil général ou le congrès ne deviennent des instances d'entérinement.*» Allez, Olivier Maingain en personne reconnaît savoir ce qu'il veut et avoir un style fort. Mais n'est-ce pas ce qui caractérise (presque) tous les présidents de parti?

## 3. Quels sont ses bastions?

Auderghem, Schaerbeek et Woluwe-Saint-Lambert. Soit les fiefs bruxellois des peintures du parti, Didier Gossuin, Bernard Clerfayt et Olivier Maingain. Plus Watermael-Boitsfort, même si la dynastie Payfa y a été renversée par Ecolo. Et la périphérie bruxelloise. Voilà pour le cliché. Qui est loin d'être infondé. Au scrutin régional de mai 2014, le parti s'est hissé, avec ses 14,8%, à la troisième place bruxelloise.

En gros, le parti amarante pèse lourd dans la moitié sud-est de Bruxelles. C'est même le premier parti (24,37%) au sein du canton électoral d'Ixelles (Ixelles, comme le nom l'indique, Auderghem et Watermael-Boitsfort). À l'exception de Schaerbeek, «*les FDF présentent des faiblesses dans les communes populaires*, analyse Paul Wynants, professeur d'histoire politique à l'université de Namur. *Des entités où le PS est en*

*général assez*

*fort.*» Comme à Saint-Josse, où joue le phénomène Emir Kir, ou à Saint-Gilles, bastion de Charles Picqué. Voire à Anderlecht.

En périphérie bruxelloise, on s'en doute, la bande à Olivier Maingain n'a pas à rougir: 17,92% des voix exprimées pour la Chambre dans le canton de Rhode-Saint-Genèse, qui regroupe les six communes à facilités. En Wallonie, par contre, l'implan-

tation, relancée fin 2011, n'est pas flamboyante: 2,53% au parlement wallon. Un score qui ne lui ouvre pas les portes de l'hémicycle namurois et cache des disparités. Un maigre 1,98% dans le Luxembourg et 4,66% dans le Brabant wallon. Comme quoi, plus on se rapproche de Bruxelles...

Notons que les FDF ont tourné la page MR presque sans casse, comme une paren-

thèse qui se referme. Alors que le pari était risqué. «*À Bruxelles, entre 1991, dernière fois où il se présentait seul, et 2014, le parti n'a pas perdu tellement de plumes*», relève Pierre Verjans, politologue à l'ULG.

## 4. L'aventure wallonne

À première vue, cela peut surprendre. Les FDF récoltent presque autant de voix en Wallonie qu'à Bruxelles – mais rapporté au

nombre de votants, cela pèse directement moins. Alors, planter le drapeau amarante en terre wallonne, un doux rêve? «*Il ne faut jamais être déterministe, mais ce sera à tout le moins compliqué*», estime Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Parce que même s'il a inscrit «libéralisme social» en gras, souligné et clignotant sur son blason, eh bien, le parti se coltine toujours l'image d'une formation bruxelloise et assez communautaire. Ce qui ne fait pas trop rêver, de Mons à Bastogne. Même ceux que l'institutionnel pourrait mettre en appétit, les régionalistes wallons par exemple, n'y trouveront pas leur compte, puisque les FDF ont plutôt tendance à freiner des quatre fers lorsqu'on leur chuchote «confédéralisme» à l'oreille.

Et puis, il faudrait aussi que ce libéralisme social chatouille l'oreille de l'électeur wallon. Parce que cette fameuse troisième voie qui renverrait dos à dos PS et MR, les FDF ne sont pas les seuls à la chercher. «Embouteillage idéologique» en vue? Le

centre? Le cdH s'y cherche, une frange du MR s'en revendique encore et voilà qui pourrait parler à certains écologistes. Autrement dit, pourquoi le Wallon aurait-il besoin des FDF? Une tâche d'autant moins évidente que tant les libéraux que les socialistes poussent plus que jamais le curseur de la bipolarisation politique.

«Libéralisme social, cela sonne bien et fait très belge, finalement, décortique Nicolas Baygert. C'est une sorte de compromis. Mais la proposition n'est pas nouvelle et devra être approfondie pour véritablement constituer la colonne vertébrale d'un projet politique.» Pour émerger, il faut un message clair et identifiable, poursuit le professeur de l'Hecc – une unique selling proposition, dans son langage. Et c'est là tout le paradoxe des FDF. Parce qu'un Olivier Maingain qui s'érige en défenseur francophile, sorte de sonneur d'alarme, de pendant au nationalisme flamand, en voilà un, de message clair. «Quelque part, pour s'étendre, les FDF sont en passe de devenir moins identifiables, plus flous. Ce déploiement se fait au risque d'une brisure de l'ADN du parti et de sa cohérence idéologique. C'est à la fois une opportunité, puisqu'il existe un terrain à conquérir en Wallonie, et un danger. Par contre, leur discours sur la laïcité est une piste à creuser.»

## 5. Les points forts des FDF

«Le parti compte en son sein des gestionnaires communaux pragmatiques, affirme Paul Wynants. Qui connaissent très bien la réalité du terrain. Être en contact avec la population permet d'en saisir finement les intérêts. C'est la grande force des FDF: leur implantation communale à Bruxelles. Ainsi que leur connaissance des matières liées à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire. Ses bourgmestres ont à leur actif quelques réalisations remarquables. Prenez la rénovation de Schaerbeek.» Pierre Verjans ne dit pas autre chose, lorsqu'il souligne l'image de compétence, de bon gestionnaire à l'écoute qui émane de ses ténors.

Alors, forcément, l'implantation communale, le parti ne peut pas compter là-

dessus en Wallonie. Pour ne rien arranger, il se retrouvera prochainement démuné en périphérie bruxelloise. Les FDF ont «perdu» Linkebeek, avec le départ de Damien Thiéry pour le MR. Et à Crainhem, l'accord passé avec le cdH prévoit de lui céder le mayorat, pour l'heure incarné par Véronique Caprasse, dès janvier 2016. Demain, pour ainsi dire, plus aucune commune à facilités n'arborera la couleur amarante.

Autre atout des fédéralistes francophones: leur capacité d'adaptation. «Ils ont réussi leur implantation à Bruxelles, énumèrent Pierre Verjans et Paul Wynants. Ont suivi l'évolution sociologique de la capitale. Dès le départ, la dimension sociale était présente dans leur discours, mais s'est accentuée ces dernières années, suivant les enjeux bruxellois. Et ils n'ont pas trébuché sur le passage d'une génération à l'autre. Des trois grands partis régionalistes présents dans les années 60, c'est le dernier debout. Le Rassemblement wallon et la Volksunie ne sont plus.»

## 6. Leurs faiblesses

Un parti bruxello-bruxellois, qui s'adresse à la bourgeoisie francophone et principalement centré sur l'institutionnel et les bisbilles communautaires. Il ne faut pas aller chercher bien loin pour caricaturer ce parti né en réaction aux lois linguistiques de 1962-1963. Une image qui a la peau dure et lui colle aux basques. Pourtant, contrairement à ce cliché, cette formation n'a jamais été que communautaire, rappelle Paul Wynants. Enjeux sociaux, aménagement du territoire, le discours FDF a toujours évité la monochromie. «Cette image réductrice, les FDF ont du mal à s'en défaire. Elle est solidement implantée, autant dans l'opinion publique que dans les médias.»

Bien sûr, ses membres s'en vantent, louant l'indépendance et le caractère non traditionnel du parti. En attendant, les FDF évoluent sans «pilier» derrière eux. C'est-à-dire sans nombre de relais dans la société, comme un syndicat ou une mutuelle.

Signalons pour la route que, avec Olivier Maingain à leur tête, les FDF ont peu de chances de monter à bord du train fédéral. Lui et Charles Michel se détestent cordiale-

ment. Et ne parlons pas de l'autre côté de la frontière linguistique.

## 7. Qui, après Maingain, Clerfayt ou Gosuin?

Olivier Maingain, Bernard Clerfayt ou Didier Gosuin: on ne peut guère parler de jeunes pousses à la tête du parti. La relève est-elle prête? Posez la question, et il vous sera servi une liste d'une petite dizaine de noms, incarnant la génération montante. Quelqu'un qui a l'étoffe et l'envergure d'un président? Invariablement, la réponse est: Emmanuel De Bock. Si avec ça, le chef de groupe à Bruxelles n'a pas la pression.

«Cette image réductrice est solidement implantée, autant dans l'opinion publique que dans les médias.»

PAUL WYNANTS

PROFESSEUR D'HISTOIRE POLITIQUE (UNAMUR)

## EXPRESS

**Le divorce avec le MR**, après vingt ans de vie commune, **n'aura pas coûté trop de plumes électorales** aux FDF. Qui pèsent, en 2014, à peu près autant à Bruxelles qu'en 1991.

**L'implantation en Wallonie, par contre, ce n'est pas encore gagné.** Car le parti souffre d'une image trop bruxelloise et communautaire. Et puis, il n'est pas le seul à se revendiquer d'un certain centrisme.

La force bruxelloise des FDF, c'est leur **implantation communale**. Leurs bourgmestres jouissent d'une aura de gestionnaires pragmatiques.

Qui est la génération montante, derrière les Maingain, Clerfayt et Gosuin? **Un nom revient sans cesse: Emmanuel de Bock.**